

Communiqué de presse

Paris, le 18 avril 2019

La conjoncture Outre-mer en 2018 : Des performances contrastées

À l'occasion de la conférence de presse donnée au siège parisien des Instituts d'Émission, Marie-Anne Poussin-Delmas, Président Directeur général et Stéphane Foucault, Directeur, ont présenté un bilan de la situation économique et monétaire en outre-mer. En 2018, la conjoncture outre-mer s'est globalement inscrite dans la continuité de 2017, avec des évolutions géographiques contrastées. En 2019, de nouveaux relais sont attendus pour dynamiser la croissance.

En 2018, **l'Indicateur du Climat des Affaires**¹ s'inscrit autour de sa tendance de longue période pour les Départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) de la zone euro, à l'exception du décrochage de La Réunion en fin d'année. Dans les Collectivités d'outre-mer (COM) du Pacifique, les évolutions conjoncturelles demeurent très hétérogènes, comme en 2017.

Par ailleurs, comme l'année précédente, **les prix ont légèrement progressé** sur l'année dans l'ensemble des DCOM (+1,2 % en moyenne). Ils demeurent principalement tirés à la hausse par le poste énergétique. Cette évolution demeure très corrélée à celle observée au niveau national.

Les **marchés du travail ultramarins affichent certains signes d'amélioration en 2018,** notamment dans le bassin Antilles-Guyane, où le nombre de demandeurs d'emploi recule et dans les COM du Pacifique où l'emploi salarié progresse. La situation est plus différenciée dans l'océan Indien. Pour autant, le taux de chômage outremer demeure structurellement plus élevé qu'en métropole, oscillant entre 11,6% en Nouvelle-Calédonie et 35% à Mayotte.

La **consommation des ménages** évolue favorablement et **l'investissement des entreprises** reste globalement bien orienté. Concernant l'activité bancaire, à fin 2018, l'encours des crédits consentis dans l'Outremer s'élève à près de 64,2 milliards d'euros (+ 4,5 % sur un an), en hausse de 7,6% pour les crédits à la consommation des ménages et de 5,2% pour les crédits d'équipement des entreprises. La qualité des portefeuilles de prêts des banques locales de l'outre-mer continue quant à elle de s'améliorer, tandis que l'encours des dépôts augmente dans quasiment l'ensemble des géographies.

En 2019, de nouveaux relais sont attendus pour dynamiser la croissance :

- Les perspectives du bassin Atlantique dépendent de la capacité des territoires à mettre en œuvre les projets programmés (lire les synthèses de <u>la Guadeloupe</u>, de <u>la Martinique</u>, de <u>la Guyane</u> et de <u>Saint-Pierre-et-Miquelon</u>)
- Dans l'océan Indien, les perspectives sont plus incertaines, suite aux chocs enregistrés en 2018 (lire les synthèses de <u>La Réunion</u> et de <u>Mayotte</u>)
- Parallèlement, les perspectives sont contrastées dans l'océan Pacifique (lire les synthèses de <u>la Nouvelle-Calédonie</u>, de <u>la Polynésie française</u> et de <u>Wallis-et-Futuna</u>)

Par ailleurs, <u>l'économie verte²</u> **constitue un levier de croissance durable** qui figure parmi les axes de développement prioritaires identifiés dans le Livre Bleu issu des Assises des Outre-mer.

¹ Indicateur de synthèse élaboré par l'IEDOM et l'IEOM, sur la base d'une enquête menée auprès de 1000 chefs d'entreprise tous secteurs confondus, et qui constitue un bon indicateur conjoncturel.

² Selon la définition du Commissariat Général au Développement Durable, l'économie verte englobe 39 activités qui concourent à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles.

L'TEDOM assure le rôle de banque centrale au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte) et les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin, dont la monnaie est l'euro.

L'IEOM est la banque centrale des collectivités d'outre-mer du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna), dont la monnaie est le franc Pacifique (F CFP).